

Jean-Martin Charcot et Fulgence Raymond outrageusement fondus

Olivier Walusinski

Médecin de famille

28160 Brou

walusinski@baillement.com



Fig. 1. J.-M. Charcot par Alexandre Falguière 1898 (Collection OW)..

La statue de Jean-Martin Charcot

Le dimanche 4 décembre 1898 Georges Leygues (1857-1933), Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts dans le gouvernement Charles Dupuy (1851-1923), inaugure la statue de Jean-Martin Charcot (1825-1893), élevée sur un socle en pierre, à gauche du portail d'entrée de La Salpêtrière, boulevard de l'Hôpital (Figure 1)¹. Un comité, dont le président d'honneur est Louis Pasteur (1822-1895), et le dynamique secrétaire, Désiré-Magloire Bourneville (1840-1909), est chargé d'étudier l'élévation d'une statue du Maître dès l'automne 1893, quelques semaines après sa mort le 16 août 1893². Les dons affluent de France et de l'étranger, complétés par des subventions du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine^{3 4}. Tous les journaux médicaux de l'époque encouragent leurs lecteurs à envoyer des fonds, en des termes le plus souvent patriotiques : « *un pays s'honore en honorant ses gloires nationales et, parmi celles-ci, il n'en n'est pas de plus digne que les gloires scientifiques. A ce titre Charcot mérite à tous égards l'hommage posthume destiné à perpétuer sa mémoire.* »⁵ La collecte engrange plus de 40 000 francs et le

¹ Desfosses P. Inauguration du monument élevé à la mémoire de J.-M. Charcot. La Presse Médicale 1898;6 vol annexes (100):169.

² Souscription pour le monument J.-M. Charcot. Le Progrès Médical 1893;18:502.

³ Comité pour l'érection d'un monument à la mémoire de J.-M. Charcot. Le Progrès Médical 1894;19:91.

⁴ Comité pour l'érection d'un monument à la mémoire de J.-M. Charcot. Archives générales de médecine 1894;série 8(1):379-380.

⁵ Souscription pour le monument Charcot. Le Progrès Médical 1894;18:74.

Conseil municipal autorise l'érection de la statue le 21 mars 1898. Le sculpteur choisi est Alexandre Falguière (1831-1900), prix de Rome en 1859, lui qui n'avait encore rien élevé sur la voie publique parisienne. La statue est fondue par Société de fonderie artistique (1894-1901), filiale des Établissements Thiébaud frères (1844-1926), fondeurs depuis cinq générations. Son modèle en plâtre, de dimensions réduites et un peu différent de la vraie statue, est exposé à l'École nationale des Beaux-Arts lors d'une exposition consacrée à Falguière en 1902. Cette réplique miniature a été conservée pendant plusieurs décennies à la Bibliothèque Charcot de La Salpêtrière. Depuis 2003, le Musée de l'Assistance publique a la charge de sa préservation. Hélas, ce musée étant fermé pour longtemps encore, elle est devenue invisible (figure 2)⁶.



Fig. 2. Modèle en plâtre alors exposé à la Bibliothèque Charcot (© Musée AP-HP).

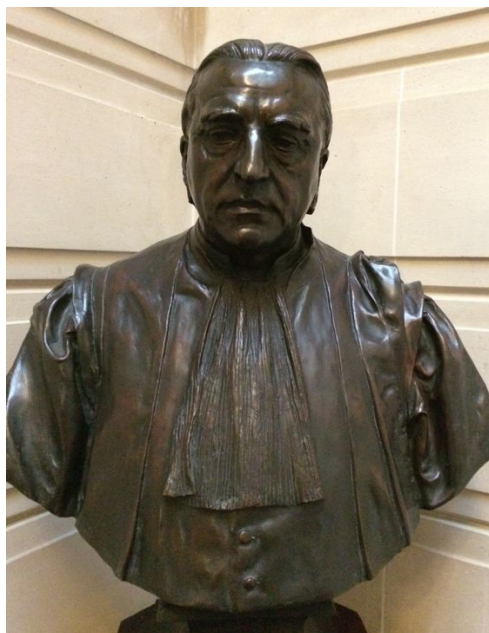


Fig. 3. Le buste de Charcot par Falguière à l'Académie nationale de Médecine (photo OW).

⁶ Musée de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris. Numéro d'inventaire AP 2003.7.9.4.

Falguière représente Charcot en robe professorale, cravate de commandeur de la Légion d'honneur au col, un pied en avant hors du socle, main tendue, index pointé vers un crâne, dans un geste de démonstration, comme pour signifier la vertu éducative du maître pour les sciences du cerveau. Une représentation en costume de ville, tel qu'il le portait pendant ses leçons, aurait sans doute été plus seyant et réaliste⁷. Un buste de Charcot dû à Jules Dalou (1838-1902), assez similaire d'aspect, est visible à l'Académie nationale de Médecine (figure 3).

Le buste de Fulgence Raymond

Fulgence Raymond (1844-1910) est le premier successeur de Charcot à la Chaire des Maladies du Système nerveux le 1^{er} novembre 1894. La notoriété dont son enseignement de clinique a joui, à son époque, n'a pas empêché qu'il sombre dans l'oubli. Raymond avait souffert des conséquences d'une insuffisance aortique post-rhumatismale à partir de 1886. En 1899, il doit interrompre six mois ses activités, remplacé à la chaire par Georges Gilles de la Tourette (1857-1904). Grand fumeur, comme Charcot, il ressent les premières crises d'angine de poitrine au début 1910, fait un œdème aigu du poumon début septembre alors qu'il se repose dans son château de la Planche d'Andillé à Roches-Prémarie-Andillé, en Poitou. La récurrence du 28 septembre 1910 lui est fatale. Après sa mort, ce ne sont pas ses élèves qui prennent l'initiative de l'honorer mais son épouse. Ainsi, le 6 juillet 1913 est scellé un médaillon à l'effigie de Fulgence Raymond sur un mur de l'amphithéâtre de la Clinique des Maladies du système nerveux. Puis, Marie-Louise Lodoïska Raymond-Moreau (1850-1945) fait ériger, à ses frais, un buste de son mari, posé sur un socle en granit, trônant devant la Mairie de Saint-Christophe sur le Nais, pays natal de son époux. Ce bronze, œuvre du sculpteur René-Pierre Bigot (1846-1912), est inauguré le 5 octobre 1913 sous la présidence de son collègue Raphaël Blanchard (1857-1919), lui-même natif de ce village, en présence d'une foule nombreuse composée autant de politiciens que de médecins (Figure 4)⁸.



Fig. 4. Le buste de Fulgence Raymond inauguré le 5 octobre 1913, et l'état actuel du socle (Collection OW).

L'art de la défaite : 1940-1942

⁷ Poisson G. Le sort des statues de bronze parisiennes sous l'occupation allemande 1940-1944. Paris et Île-de-France, Mémoires publiés par la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France 1996;47:165-309.

⁸ Dubreuil-Chambardel L. Inauguration du monument de Fulgence Raymond à Saint-Christophe le 5 octobre 1913. La Gazette médicale du Centre. 1913;18:227-234.

Dès leur arrivée à Paris en juin 1940, les troupes allemandes procèdent à la destruction du monument érigé en souvenir d'Édith Louisa Cavell (1865-1915), infirmière britannique fusillée par les Allemands en 1915 pour avoir permis l'évasion de centaines de soldats alliés pendant la Première Guerre mondiale, et celui rappelant le général Charles Mangin (1866-1925), leur rude adversaire à Verdun. La démarche est là, sans conteste, d'ordre idéologique.

Après un répit accordé aux autres statues jusqu'à l'automne 1941, « *Nous Maréchal de France, chef de l'État français, décrétons : il sera procédé à l'enlèvement des statues et monuments en alliages cuivreux sis dans les lieux publics et les locaux administratifs, afin de remettre les métaux constituant dans le circuit de la production industrielle et agricole.* » Les métaux non ferreux, indispensables à l'industrie et à l'économie de guerre, étaient, avant la guerre, presque entièrement importés. La guerre tarit l'approvisionnement et les réserves françaises sont envoyées dans les usines allemandes dans le cadre des réparations prévues par l'armistice. Une fois ces stocks disparus, Pétain se soumettant au dictat du vainqueur de l'heure, décide d'obéir et de dénicher tous les métaux non ferreux nécessaires à la production⁹.



Fig. 5. Affiche de 1941 (Archives départementale de la Savoie cote 1382W 35).

Lors d'une première conférence, le 19 mars 1941, les autorités militaires allemandes conviennent que les tonnages récupérés seront réservés aux besoins français de l'industrie et de l'agriculture. Dans leur précipitation initiale, fin 1940, les allemands avaient lancé eux-mêmes une campagne de réquisition des métaux, et notamment des cloches des églises, soulevant l'indignation du gouvernement de Vichy et de l'Église. En substitution, les autorités françaises lancent en juillet 1941 une collecte « *volontaire* » d'objets métalliques auprès des Français (Figure 5), payant 30 francs le kilo de cuivre ou ses alliages (bronze, laiton, etc.), 6 francs le kilo de plomb ; la campagne est un échec et les quantités récoltées s'avèrent insuffisantes¹⁰. C'est alors que, sur ordre du commandement militaire allemand ("*Militärbefehlshaber*"), le ministère français de la production industrielle met en place le Commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux par une loi du 11 octobre 1941⁹ qui stipule que « *les statues et monuments en alliages de cuivre, situés dans des lieux publics et des locaux administratifs, afin de recycler les composants métalliques destinés à la production industrielle* » seront enlevées et fondues, malgré le coût élevé de cette métallurgie (Figure 6). Bien qu'officiellement destinés à aider l'agriculture et l'industrie, les métaux récupérés sont, en fait expédiés en Allemagne. La transaction négociée avec l'occupant mentionne que les statues enlevées seront remplacées par des monuments métalliques ou en pierre, prétendant par cette mesure, soutenir les artistes¹¹.

⁹ Loi du 11 octobre 1941 : Archives nationales : F21 7071. Rapport sur l'enlèvement des statues et monuments métalliques en vue de la refonte, 1er mars 1942, secrétaire général aux Beaux-Arts (Louis Hautecoeur).

¹⁰ BNF : Commission consultative des dommages et des réparations (tome V). Prélèvements allemands de matières premières. Monographie MP2-AI36 métaux non ferreux. Paris : Imprimerie nationale, 1948 :8-10.

¹¹ Bizardel Y. Sous l'occupation. Souvenir d'un conservateur de musée (1940-1944). Paris : Calmann-Lévy. 1964.



Fig. 6. Destruction de la statue du Marquis de Condorcet, œuvre de Jacques Perrin (1847-1915).
(© Photo Pierre Jahan 1941 / Roger-Viollet).



Fig 7. Statue de Condorcet, 13 quai Conti à Paris VI. Nouvelle fonte d'après le modèle en plâtre en 1989.

Au total, les historiens estiment que 17 000 statues, tant commémoratives que décoratives, ont alors disparu, partout en France. La commission mise en place pour examiner ce qui devait être supprimé a dressé une liste de statues et sculptures qui, majoritairement, symbolisent la démocratie,

les politiques libérales et le progrès, d'après des critères peu esthétiques mais surtout idéologiques, souhaitant faire disparaître toutes celles considérées comme offensantes envers le Reich¹². Mentionnons que les procès-verbaux des archives des réunions de la commission chargée de sélectionner les statues parisiennes sont incomplets ou détruits et les archives allemandes manquent aux Archives nationales¹³. Otto Abetz (1903-1958), ambassadeur d'Allemagne auprès de la France de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale, n'a laissé aucun écrit relatif aux statues fondues. La presse collaborationniste jubile : « *On a déboulonné de nombreuses statues d'un goût fort approximatif et qui déshonoraient Paris plus qu'elles ne l'embellissaient. Ces "navets" n'emportent les regrets de personne* »¹⁴.

L'administration française n'est pourtant pas aussi docile qu'on croirait, traversée de courants de résistance qui s'oppose aux collaborateurs zélés. Les réunions et les discussions se multiplient sans conclure, afin de gagner du temps et de protéger le plus grand nombre d'œuvres possible¹⁵. Au total, pour la seule ville de Paris, 144 statues sont sacrifiées dont 65 statues de grands hommes, 71 œuvres d'art et 8 allégories républicaines¹⁶. La plupart sont déchuées entre février 1942 et décembre 1942¹⁷. Des exceptions sont instituées. Celles, dont l'intérêt historique ou artistique est idéologiquement compatible, sont préservées : Jeanne d'Arc, Henri IV, Louis XIV, Napoléon, les statues de saints, de rois et de reines, monuments aux anciens combattants de la Première Guerre mondiale. Pour ce qui est des médecins, ont survécu à l'abattage de 1942, Dominique Larrey (1766-1942) et Xavier Bichat (1771-1802), probablement en raison de leur localisation dans des lieux clos, plus ou moins dissimulés. Philippe Pinel (1745-1826), statue érigée elle aussi devant La Salpêtrière, et Denis Diderot (1713-1784) échappent à l'outrage du laminoir, peut-être en raison du manque de main d'œuvre affectée à ce travail couteux d'enlèvement. N'ont pas eu cette chance, et ont été retirés de la scène publique : Claude Bernard (1813-1878), Paul Broca (1824-1880), Jean-Paul Marat (1743-1793), Jules Péan (1830-1898), François-Vincent Raspail (1794-1878), Théophraste Renaudot (1586-1653) (sa statue avait été érigée à l'instigation de Georges Gilles de la Tourette en 1893) et Philippe Ricord (1799-1889). Le monument à la mémoire de Pierre-Joseph Pelletier (1788-1842) et Joseph-Bienaimé Cavantou (1795-1877), les pharmaciens ayant isolé la quinine, disparaît lui aussi¹⁸.

Épilogue

La grande statue de Charcot n'est pas épargnée et trépassé, elle aussi. Mais le souvenir du fondateur de la neurologie parisienne reste vivace et le 31 mars 1955, le Conseil municipal de Paris émet le vœu du remplacement de la statue fondu. En n'octroyant qu'une subvention modeste, insuffisante pour que le projet puisse aboutir, elle condamne, dès le départ, ce projet à sombrer. Finalement le socle en pierre est enlevé en 1967, sans laisser aucune trace⁷. Le déplacement, maintenant prévu, de la statue de Pinel sera-t-il l'occasion de ressusciter celle de Charcot. Une de chaque côté de l'entrée prestigieuse, quel lustre retrouvé !

Loin de Paris, en Touraine, le buste de Fulgence Raymond et celui de Raphaël Blanchard (1857-1919), érigés en symétrie devant la mairie de Saint-Christophe sur le Nais, deux enfants du pays, partent, eux aussi. Ne subsistent que les socles en pierre, des socles dédiés à l'absence, sur lesquels sont gravés leurs principaux titres et travaux, devenus difficilement lisibles sous l'outrage du temps et des intempéries (Figure 4).

Remerciements à Jacques Poirier et Hubert Déchy pour leurs relectures attentives.

¹² Campbell-Karls godt E. Recycling French Heroes, the Destruction of bronzes Statues. In *Defending National Treasures: French Art and Heritage Under Vichy*. Stanford (USA): Stanford University Press, 2011.

¹³ Archives nationales : cote F21 7075, sur les douze séances qui se déroulèrent entre le 8 novembre 1941 et le 4 décembre 1942, seuls 9 procès-verbaux sont consultables.

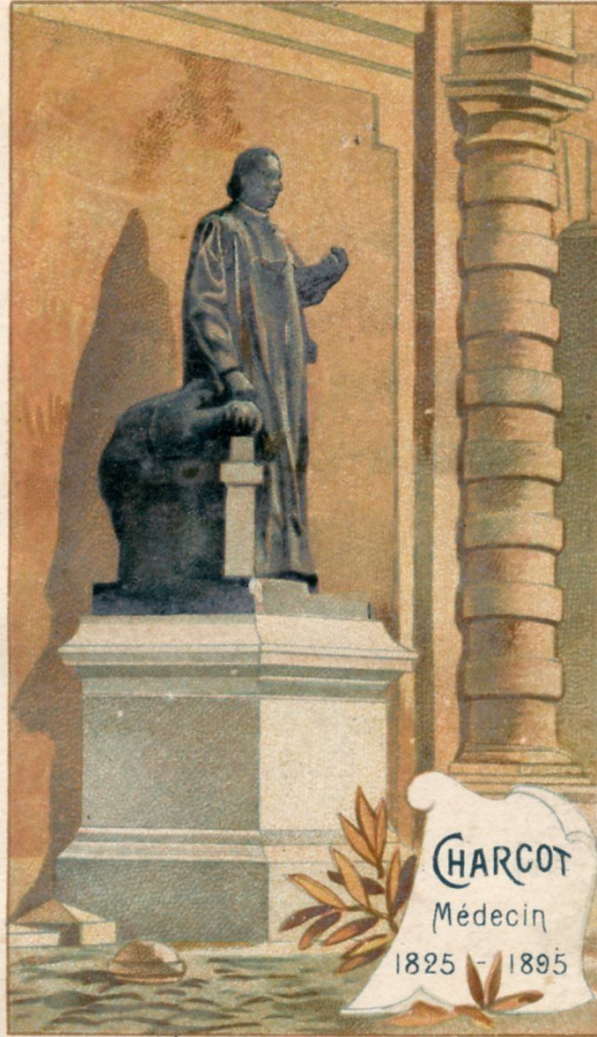
¹⁴ Les Nouveaux Temps du 20 janvier 1942.

¹⁵ Sniter C. La fonte des Grands Hommes : destruction et recyclage des statues parisiennes sous l'Occupation. *Revue Terrains et Travaux* 2007;13:99-118. (<https://www.cairn.info/revue-terrains-et-travaux-2007-2-page-99.htm>).

¹⁶ Archives nationales : cote F21 7075, liste des statues dont l'enlèvement en vue de la refonte a été décidé par une commission présidée par le Préfet de la Seine au cours des séances hebdomadaires s'étendant entre le 8 novembre 1941 et le 14 mars 1942.

¹⁷ Archives nationales : cote F21 7071, Rapport sur l'enlèvement des statues et monuments métalliques en vue de la refonte, 1er mars 1942, secrétaire d'État à l'Éducation Nationale et à la Jeunesse, Beaux-Arts.

CHOCOLAT GUÉRIN-BOUTRON



70.

Érigée à la Salpêtrière.